

MINUSCA

en action



Bulletin d'information de la MINUSCA | NUMÉRO 058 | DU 16 AU 30 NOVEMBRE 2017



<https://minusca.unmissions.org>

SOMMAIRE

4 DE L'ACTIVISME CONTRE LES VIOLENCE BASÉES SUR LE GENRE EN RCA

7 RÉHABILITER LE BÂTIMENT DU CRÉDIT MUTUEL POUR RELANCER L'AUTONOMIE DES FEMMES DE NDELE

8 LES HABITANTS DE KAGA-BANDORO S'IMPRÈGNENT DU FONCTIONNEMENT DE LA CPS

9 FORMATION DES FSI AUX TECHNIQUES ET TACTIQUES D'INTERVENTION «LA FORCE RÉside DANS LA LOI»

10 GESTION DES RUMEURS LA POLICE DE LA MINUSCA SENSIBILISE DANS LE 5^e ARRONDISSEMENT DE BANGUI

DIRECTEUR DE PUBLICATION :

Hervé Verhoosel

RÉDACTRICE EN CHEF :

Uwolowulakana Ikavi-Gbetanou

EQUIPE RÉDACTIONNELLE :

Philippe D'Almeida, Ghislaine Atta,

Steve Reve Niko

PHOTOGRAPHIE :

Herve Serefio

MISE EN PAGE :

Francis Yabendji-Yoga

WEBMASTER

Dany Balepe

PRODUCTION :

**Division de Communication
Stratégique et d'Information Publique MINUSCA**

NOVEMBRE 2017

Conception : Bureau de la Communication et de l'Information Publique - MINUSCA



**Bangui | Bangass
| Bossangoa | B**

GUIRA 93.3 FM



Le devoir d'informer

sou | Obo | Bria | Kaga-Bandoro | Bambari
Bouar | Paoua | Ndele | Birao | Berberati



DE L'ACTIVISME CONTRE LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE EN RCA



La campagne de 16 Jours d'activisme, placée cette année sous le thème International : « ne laisser personne de côté: mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles», est une invite à une mobilisation de grande échelle pour mettre un terme aux violences faites aux femmes et aux filles. En République centrafricaine, les festivités célébrant le militantisme contre les Violences basées sur le genre (VBG) ont eu pour thème : « VBG, obstacle majeur au développement inclusif et durable», et se sont déroulées dans plusieurs villes du pays, en l'occurrence Berberati, Bouar, Bossangoa, et la capitale, Bangui.



Berberati



Cette activité a regroupé, sur le terrain de l'École Sangbanda du 7eme arrondissement de la ville, les ONG locales de Défense des Droits de l'Homme, le Barreau américain, les autorités coutumières et administratives, les leaders religieux, les associations de femmes, les représentants de la MINUSCA et les populations venues nombreuses. Lors de la cérémonie d'ouverture, le coordonnateur de l'équipe des Droits de l'Homme à Berberati, Jean Paul Mugabowishewa, a invité l'assistance à mettre à profit cette campagne pour mesurer le chemin parcouru dans la lutte contre les Violences faites aux Femmes et au Filles. « Cette lutte nous interpelle tous, car les VBG sont un danger permanent dans nos communautés », a-t-il soutenu. Il a, par ailleurs, profité de l'occasion pour appeler les populations locales à aider la MINUSCA dans la lutte contre toutes les formes d'abus et exploitation sexuelle. Pour sa part, le Coordonnateur des ONG locales de Défense des Droits de l'Homme de la Mambere-Kadei, Alfred Didier Gbabezolo, a fait un exposé sur le référencement médical et juridique des cas de VBG. Il a encouragé les participants à ne pas tenter de les gérer en communautés, mais plutôt de saisir les autorités compétentes.



sent d'accroître. Le public a été également exhorté à s'impliquer dans la lutte contre les VBG et à cesser la pratique de l'enterrement vivant des personnes accusées de sorcellerie, un acte très récurrent dans l'Ouham. Les 16 jours d'Activisme seront marquée dans les prochains jours par plusieurs activités de sensibilisation de proximité à Bossangoa et dans les localités de Zéré et de Léré autour du thème : « Protection et promotion de la femme à travers la scolarisation et la lutte contre les violences faites aux femmes dont les mariages précoces/forcées et les enterrements vivants des personnes accusées de sorcelleries ».



Bossangoa

Le lancement de cette campagne a été l'occasion pour le Préfet de l'Ouham, Marcel Guela, d'attirer l'attention sur les méfaits des violences multiformes à l'endroit des femmes et des filles dont les proportions ne ces-

Bouar



Environ un milliers d'habitants- majoritairement des femmes - ont pris part, le 27 novembre 2017, à une marche silencieuse appuyée par des messages écrits exhibés sur des banderoles et des papiers grand format. Ces messages dénonçaient les différentes formes

de violence qui sont monnaie courante dans la préfecture de la Nana-Mambéré, et lançaient un appel pour les combattre à tous les niveaux : au niveau de la communauté et au niveau des instances de prise de décision. La cérémonie s'est poursuivie au stade de la ville, où le Maire de la ville de Bouar, la Représentante Préfectorale de l'OFCA, la Cheffe de Bureau de la MINUSCA et la Préfet de la Nana-Mambéré ont tour à tour livré plusieurs messages. Les associations de femmes ont, quant à elles, rédigé deux mémorandums par rapport aux violences dont elles sont victimes, qu'elles ont remis aux autorités étatiques et à la MINUSCA pendant la commémoration.

Bangui



Dans la capitale centrafricaine, l'événement a été marqué, dès le 28 novembre 2017 par plusieurs conférences publiques dans les 10 mairies de Bangui, Bimbo et Begoua, ciblant les élus et administrateurs locaux, les leaders communautaires, les associations de lutte contre les VBG. Les thématiques abordées concernent : l'approche base sur les droits de l'Homme pour une meilleure prise en charge de la protection des femmes dans les politiques locales ; les réponses nationales aux violences domestiques, le rôle de l'Unité mixte d'Intervention rapide et de Répression des violences sexuelles faites aux femmes et aux Enfants (UMIRR). Ces thématiques ont été développées par la division des droits de l'Homme de la MINUSCA, l'association des femmes juristes de Centrafrique, et le commandant de l'UMIRR. Outre les conférences, Bangui a célébré l'activisme contre les VBG par une journée porte ouverte à l'UMIRR, ainsi des causeries éducatives à l'intention des travailleurs sociaux animées par le ministère des affaires sociales. Ce programme s'est poursuivi à Bimbo, dans les troisième, septième et huitième arrondissements.

Ndélé

Ce sont plus de 10.000 personnes qui ont été touchées, du 25 novembre au 10 décembre 2017, par les magazines et spots radios ont été diffusés sur la radio locale, avec l'appui de la MINUSCA, dans le cadre des 16 jours d'activisme contre les VBG. Les festivités ont également vu la participation des 45 organisations affiliées à l'OFCA qui ont mené des séances de sensibilisations à l'intention de plus de 500 personnes.

EN BREF

■ **LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES**, Parfait Onanga-Anyanga, s'est rendu, le 29 novembre 2017 à Bangassou, en compagnie du Ministre de l'Intérieur chargé de la Sécurité Publique, Général Henri Wanzet Linguissara. Le but de ce voyage était de constater les efforts entrepris par la MINUSCA dans le cadre de son mandat et échanger avec les autorités en vue de la stabilisation de la ville, où la MINUSCA vient de lancer le projet « Cohabitation pacifique et sécurité des déplacés ». Quarante-quatre jeunes des deux communautés étaient engagés dans ce projet de cohésion sociale.

■ **L'ENVOI DE LA TROUPE BRÉSILIENNE EN CENTRAFRIQUE**, dans le cadre de la MINUSCA, d'après le général Ajax Porto Pinheiro, devrait intervenir « d'ici mars ou avril » 2018. L'information a été donnée, le 28 novembre 2017, par le commandant en chef de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (Minustah), le général Ajax Porto Pinheiro. Il fait suite à la demande officielle exprimée la semaine précédente par l'ONU pour renforcer la MINUSCA.

■ **UN SOLDAT ÉGYPTIEN A ÉTÉ TUÉ**, le 26 novembre 2017, par des présumés anti Balaka sur l'axe Bangassou-Kongbo, dans le sud-est du pays. Cette attaque contre les casques bleus a été condamnée par le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres qui demande l'ouverture d'une enquête. La mort de ce soldat de la paix porte à 13 le nombre de casques bleus de la MINUSCA ayant perdu la vie dans des attaques depuis le début de l'année 2017, dans le cadre de leur mission pour le retour d'une paix et d'une stabilité durable en RCA.

■ **LA MINUSCA** a fermement condamné l'attaque armée survenue le 20 novembre contre une patrouille mixte MINUSCA-Forces de Sécurité Intérieure (FSI) dans le quartier abritant le parc à bétails de Bambari, par des individus se réclamant ouvertement du Mouvement pour l'Unité et la Paix en Centrafrique (UPC). La Mission a immédiatement déployé une patrouille robuste dans la zone, provoquant la fuite de ces éléments. Dans le même temps, la Mission a saisi l'un des responsables de l'UPC pour l'informer que de tels actes ne seront pas tolérés et qu'elle s'opposera à toute tentative de retour des groupes armés à Bambari.

■ **AFIN DE PRÉVENIR DES VIOLENCES ENTRE ÉLÉMENTS ARMÉS**, la Force de la MINUSCA a établi dans la semaine du 15 au 22 novembre 2017, une base opérationnelle temporaire à Amada-Gaza, localité de la préfecture de Mambéré-Kadei qui était sous tension depuis quelques temps.

■ **DANS LE CADRE DE LA PROTECTION** des civils et de la création de conditions de sûreté favorables à l'acheminement de l'aide humanitaire, la Force assure la

RÉHABILITER LE BÂTIMENT DU CRÉDIT MUTUEL POUR RELANCER L'AUTONOMIE DES FEMMES DE NDELE

sécurité d'un convoi du Programme alimentaire Mondial (PAM) provenant du Sud-Soudan pour la localité de Zémio, frappée depuis quelques temps par une crise humanitaire.

■ L'OPÉRATION-PILOTE DU

DRR s'est poursuivie à Birao du 17 au 20 novembre 2017 et a permis de désarmer et de démobiliser 58 ex-combattants. Vingt-neuf de ces combattants appartiennent au Mouvement des Libérateurs Centrafricains pour la Justice (MLCJ) et les 29 autres dont une femme, font partie du Rassemblement Patriotique pour le Renouveau de Centrafrique (RPRC). Lors de l'opération, un total de 49 armes de guerre, incluant des armes collectives, 10 grenades et 40 munitions de divers calibres ont été rassemblées. Birao a été la sixième ville ayant accueilli cette opération après Bangui, Bouar, Bambari, Paoua et Kaga Bandoro.

■ **A BERBERATI**, le troisième exercice de collecte d'armes organisé par la MINUSCA en collaboration avec les autorités politico-administratives et militaires de la Préfecture s'est déroulé le 17 novembre dernier. Il a permis de collecter 11 armes dont une automatique et 10 de fabrication locales, remises volontairement par les Anti-Balaka de Berberati. ■



Atravers les activités de crédit, les femmes de Ndélé parvenaient à financer des activités génératrices de revenus pour le bien-être de leurs familles. Une dynamique qui a disparu en 2013 suite aux affrontements entre groupes armés. En effet, à l'instar de plusieurs édifices publics et privés, le bâtiment du crédit mutuel des femmes avait été vandalisé et les fonds emportés.

Pour réintégrer les femmes dans leur autonomie financière longtemps affectée par les conflits armés la section de la protection des femmes de la division des droits de l'Homme de la MINUSCA a, depuis le mois de mai 2017, initié diverses activités ayant pour vocation de. La restauration du bâtiment du crédit mutuel en est donc une illustration.

« Avant la réhabilitation de ce bâtiment, il n'y avait ni portes ni fenêtres, ni toiture, tandis que l'édifice tombait en ruine suite au manque de moyens pour la réhabilitation », précise l'officier chargé des droits de l'Homme au bureau de la MINUSCA

à Ndélé, Daniel Kotono. Les travaux de réhabilitation ont consisté en la remise en place des portes, fenêtres avec grilles de protection, ainsi que la réparation du pavé.

La remise officielle du bâtiment, dont la réhabilitation s'est étendue de juin à septembre 2017, a eu lieu le 22 novembre 2017. Le nouveau bâtiment comporte deux bureaux, une salle d'attente et un guichet. Dans un second temps, il faudra à ces femmes des fonds pour alimenter la mutuelle. « Nous souhaitions soutenir les femmes dans leurs efforts de résilience face aux conséquences de la crise politique et militaire que traverse la République centrafricaine depuis 2013 », a indiqué le chef de Bureau de la MINUSCA à Ndélé, Bars-Dimitrof Zlatko, lors de cette cérémonie.

En sa qualité de Présidente de l'Organisation des Femmes centrafricaines, dans la Préfecture de Bamingui-Bangoran, Elise Vraho s'est réjouie de « ce pas franchi qui nous permettra de discuter davantage de la relance économique au niveau local à travers les activités des femmes ». ■

LES HABITANTS DE KAGA-BANDORO S'IMPRÈGNENT DU FONCTIONNEMENT DE LA CPS



Il y a un temps pour tout, maintenant c'est le moment pour la paix et la justice », a déclaré Michel Ngokpou, juge d'instruction à la cour pénale spéciale, en guise introduction à son exposé sur l'organisation, le fonctionnement et les attributions de la Cour pénale spéciale à l'endroit des autorités locales, des leaders communautaires, des représentants des groupes armés, des responsables de la société civile et de quelques responsables d'associations de femmes et de jeunes.

C'était à la faveur d'une session d'information organisée le 22 novembre 2017, par le PNUD, le programme des Volontaires des Nations Unies, l'ONU femmes et la MINUSCA, au quartier général de la MINUSCA à Kaga-Bandoro (Centre du pays).

En sa qualité de Chef de bureau du secteur centre de la MINUSCA, Renner Onana a rappelé que « la Cour pénale spéciale est une juridiction importante pour lutter contre l'impunité et que les victimes ont le droit

de réclamer que justice soit rendue ». Il a exhorté les participants à profiter de la présence de la délégation de la Cour à Kaga-Bandoro pour s'enquérir de toutes les informations relatives à cette juridiction de droit centrafricain.

« Il est important pour nous de connaître le fonctionnement et les compétences de la Cour pénale spéciale afin que nous puissions informer la base et que les victimes sachent comment saisir la cour », a indiqué Wilfried Zumale, Président du conseil préfectoral de la jeunesse de la Nana Gribizi. Puis il a souligné que sa structure entend mener des séances de restitution dans les 8 arrondissements de la ville.

Il convient de rappeler que le 17 novembre 2017, une session d'information sur ladite Cour avait eu lieu à Bouar (Ouest). ■



FORMATION DES FSI AUX TECHNIQUES ET TACTIQUES D'INTERVENTION

«LA FORCE RÉSIDE DANS LA LOI»



Dans le cadre de la lutte contre l'impunité, la Composante Police de la MINUSCA appuyée par le PNUD et l'Ambassade des États-Unis a organisé, du 20 au 24 novembre 2017, une session de formation destinée à fournir aux Forces de sécurité intérieure (FSI) Centrafricaines une expertise en intervention tactique spécialisée. C'est un stage de formation pratique au profit de 27 policiers et 29 gendarmes, dont quatre femmes qui vise la création de deux sections issues de la Direction Générale de la Police et de la Gendarmerie Nationale Centrafricaine spécialisées en intervention à risque.

Par cette formation, la Police de la MINUSCA entendait renforcer son appui aux autorités centrafricaines dans l'exécution des tâches spécialisées telles que l'arrestation des criminels de haut niveau et l'intervention dans un environnement hostile. Piloté conjointement par les cellules formation de la coordination des unités de police constituées et du pilier développement, cette action de formation spécialisée implique le transfert de compétence et le développement des capacités techniques, opérationnelles et tactiques des participants.

Selon les récipiendaires, c'est un stage de renforcement des capacités assez dynamique, novateur et fort

intéressant d'autant plus qu'il les recycle et les rend plus opérationnels pour aller sur un terrain rendu plus complexe par les crises à répétition et ayant pour conséquence un niveau élevé de délinquance.

L'adjudant de Gendarmerie, Tetto Hyppolite, confie « avoir appris beaucoup de choses sur la technique d'intervention, la technique d'interpellation, les techniques de tirs et de progression ». Le Maréchal des Logis, Hilaire Moussa, a, quant à lui, « trouvé novateur le module sur la maîtrise sans armes du criminel ».

Aussi, a-t-elle encouragé les femmes à participer à de telles formations afin de prouver leurs capacités en techniques de combat. Le gardien de la Paix Major Boui Stella a, pour sa part, insisté sur la valeur ajoutée des exercices de tirs et a adressé ses remerciements aux bailleurs de fonds, au PNUD et en particulier à la Police de MINUSCA pour cette formation enrichissante.

Le directeur de stage et chef de projet de cette formation, l'officier de police individuel, Jean-Marc Bartolo, a conclu, se disant « confiant et rassuré que les stagiaires mettront à profit ce qu'ils ont appris pour prêter main forte pour pacifier le pays en butte à des délinquances multiformes ». ■

GESTION DES RUMEURS

LA POLICE DE LA MINUSCA SENSIBILISE DANS LE 5^e ARRONDISSEMENT DE BANGUI

Le 28 Novembre 2017, sur l'initiative de l'équipe UNpol en colocation au 5eme Arrondissement et en collaboration avec les policiers dudit commissariat, s'est tenue dans le hall de la Mairie une rencontre de sensibilisation sur la cohésion sociale, la gestion des rumeurs et la non-scolarisation des enfants. Cette rencontre a vu la participation d'environ 200 personnes dont en majorité des femmes. La sensibilisation s'est déroulée en présence des autorités municipales, des leaders d'association de jeunes et aussi la section locale de l'Organisation des Femmes Centrafricaines (OFCA). Notons enfin que d'autres sections de la MINUSCA y ont pris part à savoir le bureau des Affaires Civiles et de la Protection de l'Enfant. ■

LE SAVIEZ-VOUS ?

Depuis son lancement en Centrafrique, la phase pilote du programme DDR a déjà enregistré **50%** de réussite.

ACTION CIVILO-MILITAIRE

LE CONTINGENT TANZANIEN A LA RENCONTRE DES JEUNES DE BERBERATI



C'est par un mini-tournoi de football organisé, le 29 novembre 2017, par l'inspection de la jeunesse de Berberati avec l'appui de la MINUSCA, que le contingent tanzanien (TanBatt) a initié son premier plus grand contact avec les jeunes dans le cadre des activités civilo-militaires (CIMIC).

La compétition a regroupé, outre TanBatt, les différents établissements scolaires secondaires de la ville de Berberati.

L'équipe de TanBatt a perdu en demi-finale 1 à 0 face au Collège d'Enseignement Secondaire de Berberati. La finale s'est jouée le 1er décembre au Stade Municipale de Berberati entre les Lycées B. Boganda et Champagna. TanBatt a joué la 3eme place face aux conducteurs de taxi-motos.

Ce type d'activités de proximité est prévu se tenir tous les mois afin de rapprocher davantage la Force de la population pour cultiver la confiance. ■



MINUSCA

EN LIGNE | ONLINE

Your one-stop source for news and information
about Central African Republic and the UN.
Available on smartphones

Votre site d'informations et d'analyses sur
la Centrafrique et les Nations Unies.
Disponible sur smartphones



Découvrez le nouveau site Internet de
la Mission des Nations Unies en Centrafrique

Check out the new website of the UN Mission
in the Central African Republic

<https://minusca.unmissions.org>



<https://facebook.com/minusca.unmissions>



https://twitter.com/UN_CAR



<https://www.flickr.com/photos/unminusca/>